



A Pau,

Mercredi 8 mars 2023,

Objet : Réforme des retraites

Madame la Maire, Monsieur le Maire,

La Première Ministre a annoncé le 10 janvier 2023 le report de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans avec une accélération de l'augmentation de la durée de cotisation.

Le système de retraites par répartition n'est pas en danger, rien ne justifie une réforme aussi brutale. Attaché à un meilleur partage des richesses, je sais que d'autres solutions de financement existent, à commencer par l'amélioration de l'emploi des seniors. Jamais le gouvernement, arcbuté sur son projet, ne les a étudiées sérieusement.

Depuis le 19 janvier 2023, des milliers de personnes se sont rassemblés dans notre département et à travers toute la France dans des centaines de cortèges, pour exprimer leur refus pur et simple de cette réforme injuste portée par Emmanuel Macron et son gouvernement. **La journée du 7 mars 2023 a une nouvelle fois confirmé la détermination et la mobilisation sur notre territoire (23 000 personnes à Pau et 22 000 à Bayonne)**

Le gouvernement a choisi le rapport de force avec ses concitoyens. Le refus de cette réforme s'est clairement exprimé dans la rue et doit être entendu par le gouvernement. Une démocratie en bonne santé est une démocratie où le pouvoir législatif s'exerce en toute indépendance du pouvoir exécutif, et tient compte de la mobilisation citoyenne.

Malheureusement, le parcours législatif de cette loi démontre le contraire. Les débats et les votes des sénateurs n'ont à ce jour jamais pris en compte le refus massif de la population contre ce projet de loi. **Les sénateurs sont élus au suffrage indirect par des « grands électeurs » dont vous faites partie.** Je ne connais pas votre position vis-à-vis de ce projet de loi. Mais j'espère que en tant qu'élu.e local.e, **je peux compter sur vous pour porter la voix et le mécontentement de vos administrés auprès des sénateurs, représentants nationaux de notre territoire.**

Je vous prie de croire, Madame la Maire, Monsieur le Maire, à mon attachement au service public d'éducation et à un système de retraite juste et équitable.

Franck HIALE
Unsa Education